

---

### 3. Aide publique au développement

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/797>

ISSN : 1663-9669

**Éditeur**

Institut de hautes études internationales et du développement

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 mars 1997

Pagination : 341-357

ISSN : 1660-5934

**Référence électronique**

« 3. Aide publique au développement », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 16 | 1997, mis en ligne le 07 août 2012, consulté le 06 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/797>

---

---

## 3. AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

---

### a) **Aperçu général de l'aide publique au développement** (tableaux 3.1.)

Au cours des années quatre-vingt, la part des prestations bilatérales a varié entre deux tiers et trois quarts de l'aide publique accordée par la Suisse. Les principaux types de prestations de la Suisse sont la coopération technique et l'aide financière, qui ont représenté 67% des versements effectués en 1995. La part des mesures de politique économique et commerciale, qui avait connu une forte croissance vers la fin des années 80, a baissé ces dernières années (15% en 1993, moins de 11% en 1995). Les aides alimentaire et humanitaire représentent 19% de l'APD. Le tableau 3.1.C. illustre les retombées économiques de l'aide sur l'économie de la Suisse.

### b) **Répartition géographique de l'aide bilatérale** (tableaux 3.2.)

La répartition des versements suisses d'aide bilatérale par continents est semblable à celle des versements effectués par l'ensemble des pays membres du CAD (sauf pour l'Asie, où la part dans l'aide suisse est plus faible que la moyenne du CAD). Les différences apparaissent au niveau de la répartition par pays. Les grandes puissances soutiennent surtout les régions d'importance stratégique ou des pays dont les marchés sont en pleine expansion. Par contre, la Suisse accorde la priorité aux pays les plus défavorisés. En 1995, elle a versé 33% des prestations bilatérales aux pays les moins avancés et 17% aux autres pays à faible revenu.

### c) **Coopération technique et aide financière bilatérales** (tableaux 3.3)

La Direction du développement et de la coopération (DDC) soutient en priorité 16 pays et la région d'Amérique centrale. En 1995, ces pays et cette région ont reçu 55% des fonds que la DDC affecte à la coopération technique et à l'aide financière. Le tableau 3.3.C montre les versements d'aide « multi-bilatérale » de la DDC à des organisations internationales (aide associée et cofinancements, compris dans l'aide bilatérale).

### d) **L'aide multilatérale** (tableau 3.4.)

La part de l'aide multilatérale a augmenté ces dernières années, pour atteindre le 27% de l'APD totale en 1995. Les contributions au PAM, à l'UNRWA et à l'UNICEF ont baissé de 1993 à 1995. Les versements à d'autres organisations ont par contre augmenté pendant cette même période (PNUD, OMS, CGIAR, Banque mondiale).

### e) **Contributions cantonales et communales** (tableaux 3.5.)

L'aide fournie par les cantons et les communes suisses est en nette diminution

depuis 1992. Les versements des cantons ont passé de 17,4 millions de francs en 1992 à 11,5 millions de francs en 1995. L'aide des communes a passé de 10,8 millions de francs en 1992 à 8,6 en 1995. 39 communes ont versé en 1995 le 73% de toute l'aide des communes suisses. Les contributions des cantons et communes sont généralement confiées à des ONG.

**f) Actions des organisations non gouvernementales (ONG) (tableaux 3.6)**

Les ONG sont financées par des contributions des pouvoirs publics et par leurs collectes de fonds. Une partie de l'aide publique au développement est canalisée par le biais des ONG. La DDC confie des projets en régie aux oeuvres d'entraide, à des collectivités publiques, aux institutions universitaires et à des bureaux de consultants. La DDC octroie aussi des contributions à des programmes que les ONG mettent sur pied elles-mêmes, ainsi que pour des actions d'aide humanitaire (voir les définitions des notes du tableau 3.3.B). La Confédération a ainsi versé 98 millions de francs en 1995 pour les ONG (et 65 millions de francs pour des projets en régie). Les ONG ont en outre reçu 19 millions de francs des cantons et communes suisses. Les informations sur les contributions des pouvoirs publics aux ONG figurent dans le tableau 3.6.B.

En 1995, les ONG ont d'autre part financé, grâce aux collectes de fonds auprès du public et auprès de leurs membres, des projets de coopération au développement et des actions humanitaires pour un montant de 219,3 millions de francs (tableau 3.6.A). Les ONG gèrent ainsi le 27% de toute l'aide au développement fournie par la Suisse.

### 3.1. Aperçu général de l'aide publique au développement

#### A. Types de contributions (1993, 1994 et 1995)

##### 1. Versements nets de la Suisse

Types de contributions	1993	1994	1995	1993	1994	1995
	En millions de francs			En % du total		
<b>Aide bilatérale</b>	<b>937.6</b>	<b>985.1</b>	<b>921.1</b>	<b>76.8</b>	<b>74.8</b>	<b>72.6</b>
Dons	943.9	991.1	926.8	77.3	75.2	73.0
Remboursements	-6.3	-6.0	-5.6	-0.5	-0.5	-0.4
<b>Aide multilatérale</b>	<b>284.0</b>	<b>332.3</b>	<b>348.0</b>	<b>23.2</b>	<b>25.2</b>	<b>27.4</b>
<b>Total</b>	<b>1'221.6</b>	<b>1'317.4</b>	<b>1'269.1</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>

**Notes :** - l'aide bilatérale comprend les contributions que la Confédération accorde aux pays bénéficiaires, directement ou par l'intermédiaire des oeuvres suisses d'entraide, d'institutions universitaires, d'entreprises privées (surtout pour des projets à caractère très technique) et, lorsque les versements sont affectés à des projets spécifiques, d'organisations internationales.

- L'aide multilatérale consiste en contributions de caractère général aux organisations internationales. Ces versements sont destinés à des programmes de développement, mais non à des pays particuliers ou à des projets spécifiquement choisis et déterminés. Les souscriptions sont des participations au capital des banques régionales de développement et des contributions à leurs fonds spéciaux.
- Les coûts administratifs liés à la réalisation des programmes de développement sont comptés avec les dons bilatéraux, pour toutes les années indiquées ci-dessus, conformément aux normes actuelles du Comité d'aide au développement de l'OCDE.
- Les dons faits au Comité international de la Croix-Rouge sont compris dans l'aide bilatérale, conformément aux normes du CAD.
- Les « notes » émises en faveur de plusieurs organisations internationales, mais non encore décaissées, ne sont pas comptées ici.

**Source :** informations fournies par la DDC.

### 3.1. Aperçu général de l'aide publique au développement (suite)

#### A. Types de contributions (1993, 1994 et 1995)

#### 2. Versements nets des pays membres du CAD

Types de contributions	1993	1994	1995	1993	1994	1995
	En millions de dollars			En % du total		
Aide bilatérale	39'371	41'304	40'596	69.7	69.8	68.9
Dons	33'428	35'190	36'152	59.2	59.5	61.4
Prêts	5'943	6'114	4'444	10.5	10.3	7.5
Aide multilatérale	17'127	17'851	18'299	30.3	30.2	31.1
Total	56'498	59'155	58'895	100.0	100.0	100.0

**Note :** la définition des rubriques est en règle générale la même que celle du tableau précédent (classification établie par le Comité d'aide au développement de l'OCDE). Une exception y est signalée (cf. dernière note).

**Source :** OCDE, *Coopération pour le développement*, Rapport 1994, Annexe statistique, tableau 21.

### 3.1. Aperçu général de l'aide publique au développement (suite)

#### B. Principales catégories de l'aide publique suisse

Catégories	1993	1994	1995
	En millions de francs		
<b>Confédération</b>	<b>1'196.7</b>	<b>1'295.5</b>	<b>1'249.0</b>
Coopération technique	468.0	501.6	547.0
Aide financière	265.8	306.7	291.0
Mesures de politique économique et commerciale	180.9	180.2	136.0
Aide alimentaire	71.2	67.2	42.0
Aide humanitaire	164.9	183.6	200.0
Autres contributions	23.5	33.1	10.9
Coûts administratifs	28.8	29.1	28.1
Remboursements de prêts antérieurs	-6.3	-6.0	-6.0
<b>Cantons et communes</b>	<b>25.0</b>	<b>21.9</b>	<b>20.1</b>
Coopération technique	20.2	18.8	16.9
Aide humanitaire	4.8	3.1	3.2
<b>Total</b>	<b>1'221.7</b>	<b>1'371.4</b>	<b>1'269.1</b>

**Notes :** la coopération technique englobe l'assistance technique (experts et boursiers) et la mise à disposition de fonds et de matériel pour la réalisation de projets de développement.

L'aide financière consiste à prendre en charge des investissements précis dans certains domaines ou à soutenir des programmes d'ajustement structurel.

Les mesures de politique économique et commerciale comprennent les actions suivantes : promotion commerciale en faveur des pays en développement, encouragement à la participation de l'économie suisse à l'industrialisation des pays en développement, domaine des produits de base, financement compensatoire et certaines aides financières (crédits mixtes, aide à la balance des paiements dans le cadre d'actions internationales et de mesures de désendettement).

**Source :** Coopération au développement de la Confédération suisse. Rapport annuel 1995, Berne : DDC (DFAE), OFAEE (DFEP), 1996.

### 3.1. Aperçu général de l'aide publique au développement (fin)

#### C. Effets économiques de l'aide publique au développement en Suisse (1994)

Catégorie d'aide	Dépenses APD en 1994	Effets primaires sur la dépense			
	A	Effets directs		Effets de levier	
		C	D = C/A	E	F = E/A
	Mio. Fr.	Mio. Fr.	%	Mio. Fr.	%
<b>Bilatérale</b>	<b>634.7</b>	<b>325.1</b>	<b>51</b>	<b>196.9</b>	<b>31</b>
Coopération tech. et aide financière	237.9	96.1	40	11.4	5
Mesures de politique éco. et com.	198.9	110.3	55	125.2	63
Aide humanitaire et alimentaire	120.0	41.1	34	20.8	17
Frais administratifs	77.9	77.7	100	39.5	51

Catégorie d'aide	Dépenses APD en 1994	Effets primaires sur la dépense			
		Effets indirects			
	A	Minimum	Maximum		
	Mio. Fr.	Mio. Fr.	%	Mio. Fr.	%
<b>Multibi-/Multilatérale</b>	<b>686.2</b>	<b>672.9</b>	<b>98</b>	<b>828.8</b>	<b>121</b>
Coop. tech., aide human. et alim.	437.9	358.8	82	397.9	91
Banques de développement	248.3	314.1	126	430.8	174

Catégorie d'aide	Dépenses APD en 1994	Effets sur le PIB			
		Minimum		Maximum	
	A	L	M = L/A	N	O = N/A
	Mio. Fr.	Mio. Fr.	%	Mio. Fr.	%
Bilatérale	634.7	<b>869.5</b>	137	926.7	146
Multibi-/Multilatérale	686.2	<b>1'173.4</b>	171	1'441.0	210
<b>Total APD Confédération</b>	<b>1'320.9</b>	<b>2'042.9</b>	<b>155</b>	<b>2'367.7</b>	<b>179</b>

## Remarques sur le tableau 3.1. C.

### Effets économiques de l'aide publique au développement (APD) sur l'économie suisse.

Une étude effectuée en 1996 fait le point sur les effets de l'APD en Suisse. L'évaluation distingue les effets de l'aide bilatérale et de l'aide multilatérale. Sous l'aide multilatérale sont comprises les actions multibilatérales (aide associée et cofinancements), ainsi que les contributions de la Suisse au CICR.

Trois types d'effets ont été observés dans l'étude :

1) **Effets primaires sur la dépense**, soit l'impact sur le chiffre d'affaires des entreprises suisses induit par les dépenses d'APD (colonnes C, E, G et J). Ces effets primaires comprennent :

- les **effets directs**, induits directement par l'APD de la Confédération (achats de biens et services suisses). Colonne C.

- Les **effets de levier**, induits par d'autres dépenses d'aide au développement (aide des cantons et communes, ONG, économie privée). Colonne E.

Avec ces deux effets ci-dessus, on peut dire qu'un franc d'APD bilatérale a entraîné en 1994 des dépenses de 0.82 franc en Suisse (somme des colonnes D et F). L'effet varie d'un instrument de coopération à l'autre. Ainsi, un franc de mesures économiques et commerciales a engendré 1.18 franc d'achats en Suisse, alors qu'un franc d'aide humanitaire et alimentaire engendre 57 centimes de dépenses en Suisse.

- **Effets indirects**, induits par les dépenses en Suisse d'organisations internationales, comparés aux contributions de la Suisse à ces dernières (colonne A). Les effets de l'APD multilatérale ont été estimés dans une fourchette comprise entre un minimum et un maximum. Sous minimum (colonne G) n'ont été prises en compte que les dépenses identifiées avec certitude en Suisse. Sous maximum (colonne J) ont été ajoutées des dépenses annoncées par certaines organisations internationales, mais non vérifiables en Suisse, ainsi que les dépenses auprès de succursales à l'étranger d'entreprises suisses.

Un franc d'aide multilatérale a ainsi engendré entre 98 centimes et 1.21 franc de dépenses en Suisse (colonnes H et K).

2) **Effet sur le Produit intérieur brut (PIB)**, se traduisant en terme de valeur ajoutée. Il comprend les effets immédiats sur le PIB et ceux engendrés par les dépenses secondaires induites par les dépenses d'APD (mécanisme du multiplicateur).

Les retombées d'un franc d'APD bilatérale sur l'économie suisse sont ainsi estimées à un montant se situant entre 1.37 franc et 1.46 franc (colonnes M et O). Les retombées d'un franc d'APD multilatérale étaient quant à elles comprises entre 1.71 fr. et 2.10 fr.

3) **Effet sur l'emploi**. Le nombre de postes de travail dépendant des dépenses d'APD peut être estimé entre 16'000 et 23'000.

**Remarque :** Le total de l'APD de la Confédération (1,321 milliard de francs) diffère légèrement des données officielles de la DDC (1,295 milliard). Cette différence s'explique par les différences pouvant intervenir entre la date d'enregistrement des déboursements par la DDC et leur comptabilisation par les institutions bénéficiaires.

**Source :** IUED/Université de Neuchâtel, *Effets économiques de l'aide publique au développement en Suisse, rapport final*, Genève et Neuchâtel, décembre 1996.

Ce rapport a été réalisé sur mandat de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC).



### 3.2. Aide publique bilatérale au développement

#### A. Répartition par région de destination (1995)

Comparaison entre les versements nets de la Suisse et ceux de l'ensemble des pays membres du CAD

Régions (1)	Versements suisses		Versements CAD	
	Mio Fr.	%	Mio Fr.	%
<b>Afrique</b>	<b>303.8</b>	<b>33.0</b>	<b>15'611.8</b>	<b>32.5</b>
<i>Nord du Sahara</i>	14.4	1.6	2'843.5	5.9
<i>Sud du Sahara</i>	258.5	28.1	12'259.0	25.5
<i>Non spécifié (2)</i>	30.9	3.4	509.3	1.1
<b>Amérique</b>	<b>114.5</b>	<b>12.4</b>	<b>5'613.8</b>	<b>11.7</b>
<i>Centre (avec Caraïbes)</i>	58.0	6.3	2'991.3	6.2
<i>Sud</i>	51.4	5.6	2'352.9	4.9
<i>Non spécifié (2)</i>	5.1	0.6	269.6	0.6
<b>Asie</b>	<b>193.7</b>	<b>21.0</b>	<b>14'750.8</b>	<b>30.7</b>
<i>Moyen-Orient</i>	21.5	2.3	2'027.6	4.2
<i>Asie Centrale et du Sud</i>	112.6	12.2	4'195.0	8.7
<i>Extrême-Orient</i>	51.1	5.5	8'176.1	17.0
<i>Non spécifié (2)</i>	8.5	0.9	352.1	0.7
<b>Océanie</b>	<b>0.4</b>	<b>0.0</b>	<b>2'022.7</b>	<b>4.2</b>
<b>Europe (3)</b>	<b>64.0</b>	<b>6.9</b>	<b>1'579.4</b>	<b>3.3</b>
<b>Non spécifié (2)</b>	<b>244.7</b>	<b>26.6</b>	<b>8'416.9</b>	<b>17.5</b>
<b>Total</b>	<b>921.1</b>	<b>100.0</b>	<b>47'995.3</b>	<b>100.0</b>

- (1) Pour les explications concernant la classification, voir point 4.2 « Composition des groupes de pays ».
- (2) La destination géographique de ces versements n'est pas spécifiée (totalement ou en partie) car ils concernent plusieurs régions simultanément. Il s'agit des frais administratifs, des contributions à des cours ou au financement de recherches, du soutien de programmes entrepris par les oeuvres d'entraide ou encore des prestations cantonales et communales.
- (3) Les versements d'aide bilatérale en Europe comprennent (essentiellement) l'aide à l'Ex-Yougoslavie, à la Turquie et à l'Albanie. L'aide accordée aux pays de l'Europe de l'Est n'est pas comprise dans l'APD.

**Note :** l'aide publique bilatérale au développement comprend l'ensemble des volets bilatéraux de la coopération technique, de l'aide financière, des mesures de politique économique et commerciale, ainsi que l'aide alimentaire et l'aide humanitaire.

**Sources :** Informations fournies par la DDC, décembre 1996.

OCDE, *Répartition géographique des ressources financières mises à la disposition des pays en développement*, données provisoires, décembre 1996.

### 3.2. Aide publique bilatérale au développement (fin)

#### B. Les vingt premiers pays destinataires (1995)

Comparaison entre les versements nets de la Suisse et ceux de l'ensemble des pays membres du CAD

Versements de la Suisse				Versements des pays membres du Comité d'Aide au Développement			
Pays	Mio Fr.	%	Σ	Pays	Mio Fr.	%	Σ
1. Ex-Yougoslavie	42.6	4.6	4.6	1. Chine	2'992.6	6.2	6.2
2. Mozambique	31.9	3.5	8.1	2. Egypte	1'997.4	4.2	10.4
3. Inde	26.8	2.9	11.0	3. Indonésie	1'540.9	3.2	13.6
4. Tanzanie	22.5	2.4	13.4	4. Inde	1'242.8	2.6	16.2
5. Nicaragua	22.3	2.4	15.9	5. Ex-Yougoslavie	1'238.3	2.6	18.8
6. Rwanda	21.0	2.3	18.1	6. Thaïlande	977.4	2.0	20.8
7. Madagascar	20.5	2.2	20.4	7. Philippines	884.6	1.8	22.7
8. Bénin	19.3	2.1	22.5	8. Côte d'Ivoire	858.9	1.8	24.4
9. Bolivie	19.2	2.1	24.5	9. Bangladesh	842.8	1.8	26.2
10. Népal	18.4	2.0	26.5	10. Mozambique	829.3	1.7	27.9
11. Indonésie	16.4	1.8	28.3	11. Tanzanie	693.6	1.4	29.4
12. Zimbabwe	16.0	1.7	30.1	12. Viêt-Nam	649.2	1.4	30.7
13. Guinée-Bissau	15.6	1.7	31.8	13. Ethiopie	621.0	1.3	32.0
14. Pakistan	15.1	1.6	33.4	14. Haïti	602.5	1.3	33.3
15. Palestine	14.8	1.6	35.0	15. Nicaragua	580.0	1.2	34.5
16. Burkina Faso	14.5	1.6	36.6	16. Bolivie	562.0	1.2	35.7
17. Albanie	14.1	1.5	38.1	17. Kenya	542.3	1.1	36.8
18. Bangladesh	14.0	1.5	39.6	18. Polynésie française	525.4	1.1	37.9
19. Chine	12.0	1.3	40.9	19. Nouvelle Calédonie	522.9	1.1	39.0
20. Honduras	11.8	1.3	42.2	20. Zambie	519.5	1.1	40.1
Autres pays	287.7	31.2	73.4	Autres pays	20'354.9	42.4	82.5
Non spécifié (1)	244.7	26.6	100.0	Non spécifié (1)	8'416.9	17.5	100.0
<b>Total</b>	<b>921.1</b>	<b>100.0</b>		<b>Total</b>	<b>47'995.3</b>	<b>100.0</b>	

- (1) La destination de ces versements n'est pas spécifiée car ils concernent plusieurs pays simultanément. (Voir tableau précédent, note 2).

**Sources :** Informations fournies par la DDC, décembre 1996.

OCDE, *Répartition géographique des ressources financières mises à la disposition des pays en développement*, données provisoires, décembre 1996.

### 3.3. Coopération technique et aide financière suisses

#### A. Répartition par régions et par pays de concentration (1994 et 1995)

##### Versements nets de la DDC

Régions Pays de concentration	1994		1995	
	Mio Fr.	%	Mio Fr.	%
<b>Afrique</b>	<b>173.3</b>	<b>35.2</b>	<b>183.4</b>	<b>37.5</b>
Bénin	5.4		19.0	
Burkina Faso	9.0		11.3	
Madagascar	15.0		17.2	
Mali	8.3		6.7	
Mozambique	31.4		25.5	
Niger	7.3		8.4	
Tanzanie	21.4		21.6	
Tchad	9.0		7.3	
Autres pays et projets régionaux	66.5		66.4	
<b>Amérique latine</b>	<b>79.7</b>	<b>16.2</b>	<b>80.7</b>	<b>16.5</b>
Bolivie	23.7		17.9	
Equateur (1)	6.6		8.0	
Nicaragua/Amérique centrale (2)	10.2		29.1	
Pérou	5.4		8.0	
Autres pays et projets régionaux	33.8		17.7	
<b>Asie et Océanie</b>	<b>165.1</b>	<b>33.5</b>	<b>140.1</b>	<b>28.7</b>
Bangladesh	27.3		13.3	
Inde	26.8		25.7	
Indonésie	19.6		15.7	
Népal	21.8		17.7	
Pakistan	16.6		14.8	
Autres pays et projets régionaux	53.0		52.9	
<b>Europe</b>	<b>3.0</b>	<b>0.6</b>	<b>3.5</b>	<b>0.7</b>
<b>Non classé géographiquement</b>	<b>71.4</b>	<b>14.5</b>	<b>80.9</b>	<b>16.6</b>
<b>Total</b>	<b>492.5</b>	<b>100.0</b>	<b>488.6</b>	<b>100.0</b>

(1) L'Equateur est un pays de deuxième priorité mais avec un bureau de coordination.

(2) Dès 1995, il faut plutôt parler d'une région de concentration en Amérique centrale.

Source : DDC, décembre 1996.

### 3.3. Coopération technique et aide financière bilatérales suisses

#### B. Répartition selon les modalités d'exécution des actions (1994 et 1995)

##### Nombre d'actions en cours et versements nets de la DDC

Modalités d'exécution	Coopération technique et aide financière			
	1994		1995	
	Mio Fr.	%	Mio Fr.	%
Actions réalisées directement				
par la DDA	126.5	25.2	101.3	20.7
Actions réalisées en régie par des				
institutions et entreprises suisses	128.9	25.7	122.1	25.0
<i>dont organisation non gouvernementales</i>	78.7	15.7	65.0	13.3
Contributions à des institutions suisses				
pour des actions spécifiques	78.1	15.6	72.5	14.8
<i>dont organisation non gouvernementales</i>	57.9	11.6	59.4	12.2
Contributions à des organisations inter-				
nationales pour des actions spécifiques	167.6	33.4	192.7	39.4
<b>Total</b>	<b>501.1</b>	<b>100.0</b>	<b>488.6</b>	<b>100.0</b>

**Notes :** la collaboration entre la DDC et les institutions suisses revêt généralement l'une des deux formes suivantes :

- **Exécution de projets en régie :** la DDC fixe, d'entente avec ses partenaires dans les pays en développement, les buts des projets et les moyens à mettre en oeuvre. Le rôle des régisseurs est défini dans les contrats de régie : il peut se limiter à des aspects techniques ou s'étendre à l'engagement de personnel et à l'achat de matériel. La DDC conserve la responsabilité principale de l'action. Le régisseur est une institution bénévole (voir tableau suivant), une collectivité publique, une institution universitaire ou une entreprise privée (firme de consultants par exemple). Seules les actions confiées en régie complète figurent à la deuxième ligne du tableau.

- **Contributions financières pour des projets spécifiques :** il s'agit surtout d'actions entreprises par les institutions bénévoles. La DDC décide de soutenir des projets dont elle a approuvé les objectifs ; elle contrôle l'exécution et les comptes. La DDC appuie aussi des activités de formation professionnelle poursuivies par des collectivités publiques et des institutions universitaires.

Les modalités de la collaboration entre la DDC et les organisations internationales pour des projets spécifiques sont indiquées sous le tableau 3.3.D.

**Source :** DDC, décembre 1996.

### 3.3. Coopération technique et aide financière bilatérales suisses

#### C. Contributions à des organisations internationales (pour des projets spécifiques) et à des instituts de recherche (1995)

##### Versements de la DDC

Organisations	Aide associée	Cofinance- ments	Total
	Millions de Francs		
<b>Organisations des Nations Unies (N.U.)</b>	<b>24.2</b>		<b>24.2</b>
Progr. des N.U. pour le développement (PNUD)	9.8		9.8
Fonds des N.U. pour l'enfance (UNICEF)	2.3		2.3
Organis. des N.U. pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	4.6		4.6
Organisation internationale du travail (OIT)	1.2		1.2
Org. des N.U. pour le dév. industriel (ONUDI)	1.8		1.8
Organisation météorologique mondiale (OMM)	0.2		0.2
Organisation mondiale de la santé (OMS)	1.3		1.3
Institut de recherche des N. U. pour le dév. social (UNRISD)	1.0		1.0
Institut de formation et de recherche des N. U. (UNITAR)	0.4		0.4
Comité intergouv. de négociation sur la désertification (CIND)	0.7		0.7
Autres organisations des N. U.	0.9		0.9
<b>Institutions financières de développement</b>		<b>65.8</b>	<b>65.8</b>
Agence internationale de développement (IDA)		57.7	57.7
Banque interaméricaine de développement (BID)		1.2	1.2
Banque asiatique de développement (ADB)		5.0	5.0
Banque ouest-africaine de développement		1.2	1.2
Banque africaine de développement (BAD)		0.7	0.7
<b>Autres organisations internationales</b>	<b>19.4</b>		<b>19.4</b>
<b>Instituts de recherche internationaux</b>	<b>39.1</b>		<b>39.1</b>
Centres de recherche du groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR)	28.1		28.1
Autres instituts de recherche internationaux	11.0		11.0
<b>Total</b>	<b>82.7</b>	<b>65.8</b>	<b>148.5</b>

Les contributions accordées à des institutions internationales pour la réalisation de projets spécifiquement désignés par les pays donateurs sont comptées au nombre des prestations bilatérales. On entend par **aide associée** le financement d'un projet administré par une organisation internationale, mais choisi et suivi par le bailleur de fonds. Par **cofinancement**, on entend l'intervention simultanée de plusieurs fournisseurs d'aide (bilatéraux ou multilatéraux) dans le financement d'une action.

Source : DDC, décembre 1996.

### 3.4. Aide publique multilatérale au développement (1993 à 1995)

#### Versements nets par organisation

Organisations	1993	1994	1995
	En millions de Francs		
<b>1. Organisations des Nations Unies (N.U.)</b>	<b>154.0</b>	<b>154.1</b>	<b>159.8</b>
Programme des N.U pour le développement (PNUD)	63.0	59.5	65.5
Programme alimentaire mondial (PAM)	20.8	21.7	19.8
Office des N.U. pour les réfugiés de Palestine (UNRWA)	9.6	9.7	8.7
Fonds des N.U. pour l'enfance (UNICEF)	17.0	16.5	16.5
Haut Commissariat des N.U pour les réfugiés (HCR)	11.0	11.0	11.0
Fonds des N.U. pour les activités conc. la population (FNUAP)	8.6	8.8	8.9
Organisation mondiale de la santé (OMS)	5.6	6.0	6.6
Autres organisations	18.4	20.9	22.8
<b>2. Banques internationales de développement et leur fonds spéciaux</b>	<b>111.1</b>	<b>140.4</b>	<b>155.9</b>
Banque africaine de développement (BAD)	0.2	-	-
Fonds africain de développement (FAD)	42.7*	49.1*	23.3*
Banque asiatique de développement (ADB)	0.0	-	0.1
Fonds asiatique de développement (ADF)	8.3*	12.0*	16.6*
Banque interaméricaine de développement (BID)	0.6*	0.4*	0.9
Fonds opérations spéciales de la BID	0.0	2.1*	8.2*
Agence internationale de développement (AID)	0.0	14.5*	43.7*
Banque internat. pour la reconstruction et le dév. (BIRD)	57.6*	55.4*	58.0*
Société financière internationale (SFI)	-	5.3	5.1*
Participation à la SFI et à l'AMGI pour le Kirghizistan	1.7	1.6	-
<b>3. Autres Organisations multilatérales</b>	<b>18.9</b>	<b>37.8</b>	<b>32.3</b>
Fonds international pour le développement (FIDA)	-	9.5*	3.3*
Groupe consultant pour la recherche agricole internationale (CGIAR)	9.5	11.7	14.0
Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN)	0.7	0.7	0.7
Fonds pour l'environnement mondial (FEM) (1)	7.3	14.5	13.0
Autres organismes	1.4	1.4	1.3
<b>Total APD multilatérale</b>	<b>284.0</b>	<b>332.3</b>	<b>348.0</b>

\* Paiements effectués sous formes de « notes » (reconnaissance de dettes irrévocables).

(1) Contributions au FEM comptabilisés pour moitié en 1993, dans sa totalité dès 1994.

Source : IUED, *Aide suisse aux pays en développement 1995*, tableau 4.4., Genève, IUED, 1996.

### 3.5. Contributions cantonales destinées à des actions de coopération au développement et l'aide humanitaire

#### A. Contributions des cantons en 1995

Cantons	Montants des contributions				Cantons	Montants des contributions					
	Coopération technique	Aide humanitaire	Total	Capacité financière (1) M=100		Coopération technique	Aide humanitaire	Total	Capacité financière (1) M=100		
En milliers de francs					En milliers de francs						
Argovie	AG	288	325	613	95	Nidwald	NW	10	1	11	92
Appenzell						Obwald	OW		3	3	41
Rh.-Ext.	AR	70	57	127	65	Saint-Gall	SG	430	50	480	86
Appenzell						Schaffouse	SH	29	20	49	86
Rh.-Int.	AI	1		1	38	Schwyz	SZ	28		28	77
Bâle-Camp.	BL	516	245	761	106	Soleure	SO	80		80	83
Bâle-Ville	BS	1'213	57	1'270	164	Tessin	TI	120	96	216	70
Berne	BE	25		25	71	Thurgovie	TG	13	138	151	82
Fribourg	FR	9	1	10	62	Uri	UR	12	5	17	38
Genève	GE	2'282	600	2'882	156	Valais	VS		50	50	30
Glaris	GL	45	10	55	76	Vaud	VD	742	75	817	91
Grisons	GR	89	36	125	66	Zoug	ZG		210	210	224
Jura	JU	220		220	32	Zurich	ZH	2'891		2'891	159
Lucerne	LU	70	60	130	70	<b>Ensemble</b>					
Neuchâtel	NE	252	20	272	55	des cantons		9'435	2'059	11'494	100

- (1) L'estimation de la capacité financière des cantons se base sur les quatre éléments suivants : le revenu cantonal par habitant (1991), la force fiscale (1990-91), la charge fiscale (1989-92) et les charges particulières des cantons montagnards. La base de l'indice correspond à la moyenne suisse. Elle est fixée à 100.

**Remarque :** Les cantons suisses ont en outre versé 1.7 million de francs pour les pays de l'Europe orientale. Ces contributions ne sont pas comprises dans l'aide au développement.

**Sources :** IUED, *Aide suisse aux pays en développement 1995*, tableau 6.1., Genève, IUED, 1996.

Ordonnance fixant la capacité financière des cantons pour les années 1994 et 1995, du 29 novembre 1993, RO 1993.

### 3.5. Contributions communales destinées à des actions de coopération au développement et d'aide humanitaire

#### B. Contributions communales en 1995

Les 39 communes qui ont effectué les versements les plus élevés (50'000 francs et plus)

Communes	Montants des contributions			Communes	Montants des contributions		
	Coopération technique	Aide humanitaire	Total		Coopération technique	Aide humanitaire	Total
En milliers de francs				En milliers de francs			
AG : Aarau	80	20	100	St. Gall	89	45	134
BL : Allschwil	53		53	SH : Schaffhausen	51		51
Münchenstein	50		50	VD : Lausanne	90	21	111
BS : Riehen	138	40	178	ZG : Baar	140		140
BE : Bern	190	10	200	Zug	135	35	170
Münsigen	222		222	ZH : Bülach	29	50	79
Thun	50		50	Herrliberg	30	20	50
GE : Bernex	109	21	130	Illnau-Effretikon	50		50
Carouge	276		276	Kloten	185		185
Chêne-Bougeries	89	10	99	Maur	102		102
Genève	1'109	80	1'189	Meilen	40	15	55
Grand-Saconnex	92	17	109	Opfikon	65		65
Lancy	400	7	407	Uster	50		50
Meyrin	246		246	Wallisellen	100	5	105
Plan-Les-Ouates	69	6	75	Winterthur	114	20	134
Thônex	90	3	93	Zollikon	115		115
Vernier	170	5	175	Zürich	500	205	705
Versoix	50		50				
LU : Luzern	110		110	Sous-total	5'662	640	6'302
NE : Neuchâtel	67	5	72	Autres communes	1'835	486	2'321
SG : Jona	60		60				
Rapperswill	57		57	Total	7'497	1'126	8'623

**Note :** en 1995, les communes ont en plus versé 1.7 million de francs pour l'aide aux pays de l'Europe orientale. Ces contributions ne sont pas comprises dans l'aide au développement.

**Source :** IUED, *Aide suisse aux pays en développement 1995*, tableau 6.2., Genève, IUED 1996.



### 3.6. Actions des organisations non gouvernementales (ONG)

#### A. Actions de coopération technique et d'aide humanitaire financées par des dons privés (1995)

Institutions	Coopération technique	Aide humanitaire	Total
	En milliers de francs		
Caritas	9'030	10'901	19'931
Comité suisse pour l'UNICEF	18'404		18'404
Terre des Hommes - Lausanne	15'294	2'345	17'639
Croix-Rouge Suisse (CRS/SRK)	5'300	7'323	12'623
Entraide protestante suisse (EPER/HEKS)	11'289	1'244	12'533
Villages d'enfants SOS	6'290		6'290
Action de Carême	5'928		5'928
Kroatisches humanitäres Forum		3'898	3'898
Mission Bethlehem	2'559	1'326	3'885
Helvetas	3'798		3'798
Seraphisches Liebeswerk	3'692	75	3'767
World Vision Suisse	3'198	499	3'697
Fondation Aga Khan	3'524		3'524
Fondation Ciba-Geigy	3'263	229	3'492
Institut Ingenbohl	2'704	598	3'302
Terre des Hommes Suisse - Bâle	3'047	165	3'212
Médecins sans frontières		3'107	3'107
Oeuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO/SAH)	1'502	1'503	3'005
International Relief	2'973		2'973
Emmatus, aide aux lépreux	2'798		2'798
WIZO Fédération - Suisse	2'500		2'500
Frères de nos Frères	2'326		2'326
Kloster Heiligkreuz	2'310		2'310
Institut Menzingen	1'833	469	2'302
Armée du Salut	2'213	80	2'293
Benediktiner-Missionare Uznach	1'875	390	2'265
Kinderdorf Kirjath Jearim Israël	2'156		2'156
MIVA	2'117		2'117
Mission der St. Anna Schwestern	1'842	123	1'965
Institut Baldegg	1'868	29	1'897
Terre des Hommes Suisse - Genève	1'792	75	1'867
Autres institutions	44'792	12'660	57'452
<b>Total</b>	<b>172'217</b>	<b>47'039</b>	<b>219'256</b>

Source : IUED, *Aide suisse aux pays en développement 1995*, Genève, IUED, 1996.

### 3.6. Actions des organisations non gouvernementales (ONG)

#### B. Actions de coopération technique et d'aide humanitaire financées par des contributions publiques (1995)

Institutions	Actions des ONG				Actions en régie
	Coopération technique	Volontaires	Aide humanitaire	Total	Coopération technique
	Versements en millions de francs				
Contributions de la Confédération					
Caritas	2.9		12.7	15.6	0.3
Helvetas	11.0		0.7	11.7	10.5
Croix-Rouge Suisse (CRS)	2.6		6.6	9.2	
Swissaid	7.2			7.2	
Terre des Hommes - Lausanne	0.1	0.1	6.8	7.0	0.3
Swisscontact	5.6			5.6	11.7
Entraide protestante suisse (EPER/HEKS)	2.7		1.4	4.1	1.1
Inteream		2.7		2.7	
Oeuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO/SAH)	2.0		0.5	2.5	
Pain pour le prochain	2.0			2.0	
Terre des Hommes Suisse	0.2		1.7	1.9	0.1
Fédération genevoise de coopération	1.9			1.9	
SKIP, Fondation Village d'Enfants Pestalozzi	1.3		0.2	1.5	
Armée du Salut / Heilsarmee		0.2	1.2	1.4	
Action de Carême /Fastenopfer	1.2			1.2	
Basler Mission		0.6	0.5	1.1	
Frères sans frontières (FSF)		1.0		1.0	
Fondation Hirondelle	0.9			0.9	
Enfants du Monde (EdM)	0.1		0.6	0.7	1.6
Comité de soutien au peuple sahraoui			0.7	0.7	
Solidarité Tiers Monde			0.7	0.7	
Communauté de travail des ONG suisses	0.6			0.6	
Solidar Med		0.5		0.5	1.3
Intercoopération				0.0	34.2
Union mondiale ORT				0.0	3.4
Autres organisations	2.8	9.2	3.8	15.8	0.5
Total Confédération	45.1	14.3	38.1	97.5	65.0
Versements des cantons aux ONG				11.2	
Versements des communes aux ONG				8.2	

Source : IUED, *Aide suisse aux pays en développement 1995*, Genève, IUED, 1996.